



PASSÉS À TABAC POUR AVOIR PARLÉ

AGRESSIONS CONTRE DES DÉFENSEURS
DES DROITS HUMAINS ET DES
JOURNALISTES EN FÉDÉRATION DE RUSSIE

AMNESTY
INTERNATIONAL



Amnesty International est un mouvement mondial regroupant plus de 3 millions de sympathisants, membres et militants, qui se mobilisent dans plus de 150 pays et territoires pour mettre un terme aux violations des droits humains.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.

AMNESTY
INTERNATIONAL



L'édition originale en langue anglaise de ce rapport a été publiée en 2011 par Amnesty International Ltd
Peter Benenson House
1 Easton Street
London WC1X 0DW
Royaume-Uni

© Amnesty International 2011

Index : EUR 46/038/2011 French
Original anglais imprimé par Amnesty International,
Secrétariat international, Royaume-Uni.

Tous droits de reproduction réservés. Cette publication, qui est protégée par le droit d'auteur, peut être reproduite gratuitement, par quelque procédé que ce soit, à des fins de pladoyer, de campagne ou d'enseignement, mais pas à des fins commerciales. Les titulaires des droits d'auteur demandent à être informés de toute utilisation de ce document afin d'en évaluer l'impact. Toute reproduction dans d'autres circonstances, ou réutilisation dans d'autres publications, ou traduction, ou adaptation nécessitent l'autorisation préalable écrite des éditeurs, qui pourront exiger le paiement d'un droit. Pour toute demande d'information ou d'autorisation, veuillez contacter copyright@amnesty.org.

Photo de couverture : Des manifestantes brandissent la photo de Mikhaïl Beketov lors d'un rassemblement organisé pour dénoncer l'agression dont celui-ci a été victime, en novembre 2008, à Khimki. Roué de coups par des inconnus, ce journaliste et militant écologiste avait été laissé pour mort. Il a passé trois mois dans le coma, a dû être amputé d'une jambe et a perdu l'usage de la parole. Moscou, 30 novembre 2008.

© AP Photo/Mikhail Metzel

amnesty.org

SOMMAIRE

1. Introduction	4
2. ACTES D'INTIMIDATION À L'ENCONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS DANS LE CAUCASE DU NORD.....	6
2.1 AGRESSIONS À L'ENCONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE TCHÉTCHÈNE	6
2.2 LA SITUATION HORS DE TCHÉTCHÉNIE.....	11
2.2.1 L'INGOUCHIE ET LE DAGHESTAN : INTIMIDATION DES ONG DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS	11
2.2.2 LES AVOCATS DANS LE CAUCASE DU NORD.....	12
3. AGRESSIONS SUR DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS DANS D'AUTRES PARTIES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE.....	13
3.2 INTIMIDATION ET HARCÈLEMENT DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS.....	14
3.3 AGRESSIONS SUR DES MILITANTS ÉCOLOGISTES ET SUR DES MILITANTS LGBT	16
3.3.1 LE HARCÈLEMENT SUBI PAR LES MILITANTS DU MOUVEMENT POUR LA DÉFENSE DE LA FORÊT DE KHIMKI	16
3.3.2 AGRESSIONS CONTRE LES MILITANTS DU MOUVEMENT « LESBIENNES, GAYS, BISEXUELS ET TRANSGENRES »	18
3.4 DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS AGRESSÉS PAR DES MEMBRES DE GROUPES D'EXTRÊME DROITE	19
4. AGRESSIONS CONTRE LES JOURNALISTES	20
5. Conclusion.....	24
Recommandations	25
NOTES.....	26

1. INTRODUCTION

La Fédération de Russie va célébrer son 20^e anniversaire en décembre. Après la dissolution de l'Union soviétique, toute une génération a grandi dans un pays très différent, au sens propre comme au figuré, de celui que leurs parents ont connu. Durant cette période, la Russie a affronté des défis sociaux, politiques et économiques majeurs, qu'elle a relevés avec plus ou moins de succès. Un des plus significatifs, et qui déterminera l'avenir du pays, est l'émergence d'une société civile dynamique. Là encore, la situation actuelle et les perspectives sont mitigées.

D'une part, on observe une augmentation significative du nombre d'organisations et d'associations de tous types, notamment dans le domaine des loisirs et de la bienfaisance, mais également d'organisations promouvant des causes particulières. Dans une certaine mesure, cet essor a été encouragé par l'État et beaucoup d'organisations non-gouvernementales à travers la Russie offrent de précieux services sociaux en partenariat avec des entités étatiques, ou à leur côté. Cet essor ne doit pas être ignoré, mais il ne représente qu'une forme d'engagement citoyen parmi d'autres. La société civile ne se réduit pas à ce que les individus et les associations peuvent offrir en plus, ou à défaut, des services publics. La société civile repose, par-dessus tout, sur l'engagement critique et la participation avertie au débat démocratique. C'est le point d'entrée des individus privés dans la vie publique. Cet engagement amène inévitablement à remettre en question la politique gouvernementale et à exiger que les agents de la fonction publique rendent des comptes. Cela implique des critiques, des manifestations et la dénonciation des abus. C'est cet engagement critique que la Russie ne parvient pas à encourager.

Il est certainement possible de déceler les germes d'une société civile active qui pourrait bien influencer l'avenir de la Russie. Internet a créé un espace relativement libre de surveillance pour l'expression des opinions de tous types. Les mouvements de protestation qui regroupent les gens autour d'un éventail de causes (concernant notamment les questions d'écologie et de conservation) reçoivent de plus en plus de soutien et de crédit ces dernières années. La « société des seaux bleus » (qui a commencé comme une protestation humoristique contre l'usage abusif des gyrophares par les fonctionnaires en déplacement) et les défenseurs de la forêt de Khimki sont représentatifs de la volonté et de la capacité croissantes des citoyens soucieux d'élever leurs voix contre les abus. Il n'en reste cependant pas moins que ces germes poussent dans un terreau extrêmement hostile.

Des discours officiels ont été tenus concernant la nécessité d'encourager la mise en place d'une société civile engagée et des mesures concrètes ont été prises. En 2005, une Chambre publique a été instituée pour offrir un espace officiel de discussion permettant aux représentants de la société civile de débattre des propositions politiques et législatives avec les autorités. Un Conseil présidentiel chargé de la promotion de la société civile et des droits humains a été créé. Ces

organes se sont révélés moins complaisants et inefficaces que beaucoup de critiques n'avaient prédit. Leurs effets ont toutefois été modestes, notamment en ce qui concerne les atteintes aux droits humains les plus flagrantes dans le pays.

Il est, en tout état de cause, évident que l'émergence d'une vie civile engagée et critique ne saurait être contrôlée. Pourtant, les autorités russes ont dépensé plus d'énergie pour contrôler la société civile et contenir les critiques, que pour créer les conditions de son développement naturel et de sa libre expression.

Le contrôle et l'influence de l'État sur les médias grand public ont réduit l'éventail d'informations et de points de vue critiques accessibles à la plupart des Russes. Les manifestations, y compris de groupes peu nombreux, sont régulièrement interdites et violemment dispersées. Des hauts fonctionnaires ou des organisations de jeunesse alliées au gouvernement dénigrent fréquemment les ONG de défense des droits humains (et les droits humains eux-mêmes), en les accusant d'être des agents étrangers travaillant contre les intérêts de la Russie. Ce n'est certainement pas un climat favorable aux militants, aux défenseurs des droits humains ou aux journalistes d'investigation. Malheureusement, c'est pourtant dans ce climat de dénigrement, d'obstruction et négation qu'ils œuvrent. Ils sont également exposés très concrètement aux risques de menaces, d'intimidations, d'agressions et même d'assassinats.

La Russie peut être un endroit dangereux. Le pouvoir, privé comme public, va souvent de paire avec la violence. Il n'est donc pas surprenant que ceux qui cherchent à dénoncer les abus des puissants soient occasionnellement victimes de leur violence. La fragilité de l'état de droit et la corruption élevée sont souvent responsables de l'incapacité du système de justice pénale à identifier et à punir les agresseurs et les commanditaires. Le fort degré d'impunité pour les agressions passées encourage celles à venir. Seules les agressions emblématiques sont publiquement condamnées par les hauts fonctionnaires mais, quoi qu'il en soit, leur assurance que justice sera faite se concrétise rarement.

Ce rapport s'intéresse à un certain nombre de groupes divers qui sont particulièrement menacés par des acteurs étatiques ou non. L'éventail est large. Ils ont en commun l'hostilité des autorités russes et les causes qu'ils essaient de défendre.

Tant que ces voix critiques ne jouiront pas de la reconnaissance et de la protection qui leur sont nécessaires (et auxquelles elles ont droit) la Russie n'obtiendra pas le développement de la société civile qui lui est nécessaire. À sa place, la corruption, les abus de pouvoir et les atteintes aux droits humains continueront de prospérer.

2. ACTES D'INTIMIDATION À L'ENCONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS DANS LE CAUCASE DU NORD

2.1 AGRESSIONS À L'ENCONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS EN RÉPUBLIQUE TCHÉTCHÈNE

Le Caucase du Nord, et particulièrement la République tchétchène, est un des endroits les plus dangereux en Russie pour les défenseurs des droits humains. La région vit encore les tourments de la violence et des atteintes aux droits les plus fondamentaux. Ceux qui montent au front pour dénoncer ces atteintes ainsi que la responsabilité des forces de sécurité et des fonctionnaires d'État s'exposent encore à des risques considérables. Leur travail et leur intégrité sont fréquemment dénigrés par des agents de la fonction publique. Ils sont souvent menacés. Les agressions physiques ne font que rarement l'objet d'enquêtes efficaces, et encore moins souvent de poursuites judiciaires.

Natalia Estemirova

L'assassinat de Natalia Estemirova en 2009 et l'échec persistant à identifier et traduire en justice ses assassins, malgré les promesses officielles et l'intérêt mondial pour cette affaire, sont symptomatiques de ce malaise.

Natalia Estemirova a été enlevée le 15 juillet 2009 à Grozny, en République tchétchène, alors qu'elle se rendait à son travail. Son corps, qui présentait des blessures par balle, a été retrouvé quelques heures plus tard en République d'Ingouchie. Natalia Estemirova travaillait depuis l'an 2000 pour Memorial (« Centre Mémorial de défense des droits humains ») en Tchétchénie et dénonçait régulièrement de graves atteintes aux droits humains tout en offrant un soutien aux victimes. Elle a été mise en garde à plusieurs reprises contre les risques auxquels elle s'exposait. Sans perdre courage, elle a continué à travailler en exhortant les autorités à enquêter elles-mêmes sur les atteintes aux droits humains plutôt que d'abandonner cette tâche aux défenseurs des droits humains, tels qu'elle-même. Au cours d'une conversation avec Amnesty International, deux semaines avant sa mort, elle avouait rêver d'une vie paisible mais elle avait l'impression que son travail était encore nécessaire puisque les autorités n'étaient pas en mesure d'empêcher les atteintes aux droits humains et d'enquêter dessus.

Peu avant sa mort, Natalia travaillait sur deux affaires particulièrement sensibles en Tchétchénie : une exécution extrajudiciaire par des représentants des forces de l'ordre et la disparition forcée dans un hôpital d'un jeune homme sous surveillance policière. Ces deux cas d'atteintes aux droits humains avaient fait l'objet de plusieurs déclarations de Memorial ainsi que d'entretiens donnés par Natalia.

Le 10 juillet 2009, Natalia et Shakhman Akboulatov, alors directeur de Memorial à Grozny, ont été convoqués par le médiateur des droits humains en République tchétchène. Il les a informés que leurs dernières publications avaient grandement irrité les « plus hauts échelons de la République tchétchène ». « Espérons qu'il ne se passera rien, aurait-il ajouté. Vous avez conscience que vous vous exposez à un très grand danger, n'est-ce pas ? »

Après l'assassinat de Natalia, cinq jours plus tard, le président Dimitri Medvedev a confié l'affaire à des enquêteurs fédéraux. Au cours d'une conférence de presse avec la chancelière allemande Angela Merkel tenue le 16 juillet 2009, il a reconnu que Natalia Estemirova avait selon toute vraisemblance été assassinée à cause de son travail. Il a, dans le même temps, rejeté les allégations mettant en cause le président tchétchène Ramzan Kadirov dans l'assassinat, en les qualifiant de « primitives »¹.

La réaction personnelle de Ramzan Kadirov à ces allégations a été de contester : « Pourquoi Kadirov assassinerait-il une femme dont personne n'a besoin ? [Estemirova] n'avait aucun sens de l'honneur ni de la honte. »²

Au premier abord, l'enquête semblait avoir envisagé la possibilité qu'elle ait été assassinée par des représentants des forces de l'ordre concernés par ses dernières recherches sur les atteintes aux droits humains. Cependant, à partir de début 2010, il est devenu évident que l'enquête se concentrait sur une seule et unique piste, apparemment sans rapport avec l'affaire. Les enquêteurs ont commencé à affirmer qu'il existait des preuves substantielles portant à croire qu'elle avait été assassinée par Alkassour Bachaïev, un membre d'un groupe armé, à cause des informations qu'elle avait collectées sur lui. Des fonctionnaires de l'administration du Caucase du Nord ont affirmé qu'elle avait été assassinée dans le but de discréditer les autorités de la République tchétchène³, faisant ainsi écho aux déclarations de plusieurs représentants de l'État russe après l'assassinat de la journaliste Anna Politkovskaïa.

Les collègues de Natalia Estemirova à Memorial et au journal *Novaïa Gazeta* ont mené leur propre enquête aux côtés de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH). En juillet 2011, ils ont publié un compte rendu détaillé de leurs conclusions, qui mettait en doute le

rapport d'enquête sur l'assassinat de Natalia. Ils soutenaient, entre autres, que les traces d'ADN trouvées sous les ongles et sur les vêtements de Natalia Estemirova ne correspondaient pas à l'ADN du frère d'Alkhassour Bachaïev qui avait accepté que les organisations de défense des droits humains effectuent les analyses nécessaires.

La commission d'enquête a, en premier lieu, traité ces conclusions avec dédain, en affirmant que les auteurs du rapport ne possédaient pas le savoir-faire nécessaire et n'avaient pas accès à l'ensemble du dossier. Cette dernière réserve est en partie vraie : la famille de Natalia Estemirova s'est vu refuser l'accès à des pièces du dossier relatives à l'enquête sur l'éventuelle participation des représentants des forces de l'ordre impliqués dans les abus sur lesquels elle enquêtait.

Suite à la large couverture médiatique des conclusions publiées par les collègues de Natalia, le chef de la commission d'enquête a déclaré aux médias que toutes les pistes éventuelles seraient considérées⁴.

Il n'en reste pas moins, cependant, que plus de deux ans après l'assassinat de Natalia, ses assassins sont toujours aussi loin d'être inquiétés par la justice. L'absence du moindre progrès réel dans cette affaire, l'assassinat le plus emblématique d'une défenseure des droits humains dans le Caucase du Nord, a gravement sapé la confiance des ONG d'investigation critiques pour pouvoir travailler en sécurité dans la région.

Natalia Estemirova n'est pas la seule défenseure des droits humains à avoir été assassinée en Tchétchénie ces dernières années.

Zarema Sadoulaïeva et Alik Djabraïlov

Le 9 août 2009, Zarema Sadoulaïeva et son mari Alik Djabraïlov ont été enlevés par des hommes cagoulés et armés au siège de leur organisation « Save the Generation » à Grozny.

Dans un premier temps, les hommes, qui ne s'étaient pas identifiés mais semblaient appartenir aux services de maintien de l'ordre, ne voulaient emmener qu'Alik Djabraïlov. Ils ont déclaré à Zarema Sadoulaïeva qu'il reviendrait sous peu. Zarema a malgré tout insisté pour venir avec son mari, après quoi les ravisseurs ont demandé les clés de la voiture du couple afin de pouvoir les emmener tous

les deux. Le lendemain, leurs corps ont été découverts dans le coffre de leur voiture. Ils avaient été abattus par balle.

L'enquête a rapidement conclu qu'ils n'avaient pas été pris pour cible à cause de leur action en faveur des personnes handicapées par des mines terrestres. Cependant, en août 2011, aucune information supplémentaire n'avait été délivrée sur les avancées de l'enquête. Memorial, ainsi qu'un certain nombre de journalistes qui se sont penchés sur ce cas, pensent que l'enquête a permis d'identifier les responsables, mais qu'il manque la volonté politique d'engager des poursuites. Un collègue de Zarema Sadoulaïeva et Alik Djabraïlov, qui a assisté à l'enlèvement et craignait pour sa vie, a quitté le pays.

Zarema Gaïssanova

Le 31 octobre 2009, une autre travailleuse humanitaire, Zarema Gaïssanova, qui travaillait pour l'Office danois d'aide aux réfugiés à Grozny, a été interpellée durant une prétendue opération antiterroriste menée dans son quartier. Le même jour, la télévision tchétchène rapportait l'opération, placée sous contrôle direct de Ramzan Kadyrov. Ce qu'il est advenu d'elle reste inconnu. Début 2010, Ramzan Kadyrov a déclaré au défenseur des droits humains Igor Kaliapin, du Comité interrégional contre la torture, avoir parlé à une femme interpellée ce jour-là. Il a dit ne savoir ni son nom ni ce qui lui était arrivé par la suite.

L'enquête sur la disparition forcée de Zarema Gaïssanova n'a pas encore permis d'obtenir d'informations sur son sort ni de la localiser, et aucune des personnes impliquées dans sa disparition n'a été traduite en justice.

Il est possible que l'assassinat de Zarema Sadoulaïeva et d'Alik Djabraïlov, et la disparition forcée de Zarema Gaïssanova ne soient pas directement liés à leurs activités en faveur des droits humains, bien qu'il y ait de très solides raisons de croire que des représentants de forces de l'ordre aient été responsables.

Il est en tout cas indéniable qu'en l'espace de quatre mois en 2009, quatre défenseurs des droits humains ont été tués ou enlevés et que deux ans plus tard, rien n'a été fait pour identifier les responsables ou les traduire en justice. Il ne fait aucun doute non plus que cette inaction a alourdi l'atmosphère de peur et d'insécurité qui règne parmi les organisations de défense des droits humains tchétchènes.

Suite à l'assassinat de Natalia Estemirova, Memorial a temporairement suspendu ses activités en Tchétchénie. Une partie des membres de son bureau de Grozny ont quitté le pays. Depuis lors, de nombreuses ONG travaillant en Tchétchénie ont peur de dénoncer ouvertement les atteintes aux droits humains, y compris celles dont elles sont elles-mêmes devenues les victimes.

En décembre 2009, un groupe de défenseurs des droits humains russes dirigé par le Comité interrégional contre la torture, une ONG siégeant à Nijni Novgorod, a monté un « Joint Mobile Group » (Groupe mobile commun) pour maintenir un minimum de surveillance et de soutien juridique aux victimes des atteintes les plus virulentes. Ses membres proviennent de diverses organisations des droits humains russes et passent, à tour de rôle, plusieurs semaines de suite en Tchétchénie. Ils utilisent des méthodes perfectionnées pour s'assurer que les informations sont conservées en toute sécurité et transmises à d'autres membres, hors de la République. L'objectif est de faire en sorte que les tentatives de réduire quiconque au silence n'empêchent pas la vérité d'être connue et que les victimes qu'ils représentent puissent exiger réparation.

Cette démarche semble fonctionner. En février 2010, à Chali, trois membres du groupe ont été détenus illégalement par la police tchétchène plusieurs heures durant. Mais à ce jour, ils ont réussi à maintenir une présence permanente dans la République et à fournir un soutien indispensable aux victimes qu'ils représentent.

Les ONG tchétchènes locales sont plus exposées. En juin 2011, Soupiane Baaskhanov et Magomed Alamov, membres de la branche tchétchène du Comité interrégional contre la torture, ont été interpellés suite à une manifestation qu'ils avaient organisée à Grozny pour protester contre les tortures policières. Ils n'ont pas été inculpés, mais mis en garde contre les conséquences graves qu'ils risquaient s'ils continuaient leur action en faveur des droits humains. En mai, des hommes armés ont pénétré dans les bureaux d'une autre ONG de Grozny, le Centre tchétchène pour les droits humains, menaçant ses membres. Les malfaiteurs auraient frénétiquement pointé leurs armes en tous sens en leur disant que leur travail n'était pas le bienvenu.

Amnesty International a eu connaissance de plusieurs autres cas de harcèlement et d'agressions à l'encontre de défenseurs des droits humains en Tchétchénie, que les victimes n'osent pas porter sur la place publique par peur des représailles.

2.2 LA SITUATION HORS DE TCHÉTCHÉNIE

Dans le reste du Caucase du Nord, la situation des défenseurs des droits humains s'est quelque peu améliorée ces dernières années, mais pas au point qu'ils s'y sentent en sécurité. Ici encore, l'incapacité à enquêter sur les atteintes commises par le passé a laissé aux militants un sentiment de vulnérabilité face au risque de subir de nouveaux abus s'ils se faisaient trop entendre.

2.2.1 L'INGOUCHIE ET LE DAGHESTAN : INTIMIDATION DES ONG DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

En juillet 2008, Zourabl Tsetchoïev, un défenseur des droits humains travaillant pour l'ONG ingouche MASHR a été arrêté chez lui par des représentants de forces de l'ordre. Il a été retrouvé plusieurs heures plus tard, au bord d'une route, sauvagement passé à tabac. Zourabl Tsetchoïev soutient avoir été emmené au siège du Service fédéral de sécurité (FSB), où il aurait été roué de coups et accusé d'avoir fourni au site d'opposition Ingushetiya.ru une liste contenant les noms, avec d'autres renseignements, de représentants des forces de l'ordre accusés d'être impliqués dans des enlèvements et des assassinats en Ingouchie. Aucun responsable de son enlèvement et de son passage à tabac n'a jamais été désigné.

En mars 2011, Zourabl Tsetchoïev a participé à une manifestation improvisée à Nazran, en Ingouchie, en réaction à un enlèvement récent probablement réalisé par des services des forces de l'ordre. Le lendemain, des agents de police faisaient une descente dans sa maison.

En octobre 2010, deux lettres annonçant l'assassinat imminent de Magomed Moutsolgov, directeur de MASHR, ont été publiées sur d'influents sites ingouches. La première attribuait l'intention de tuer Magomed à l'actuel président de la République, Iounous-bek Evkourov, la seconde à son prédécesseur, Mourat Ziazikov. Bien que l'attribution de ces lettres soit incertaine, et que le président Evkourov ait personnellement appelé Magomed pour nier de telles intentions, leur seule publication montre bien dans quel climat les organisations des droits humains travaillent dans le Caucase du Nord.

Au Daghestan, les locaux de l'ONG « les Mères du Daghestan pour la défense des droits humains » ont été incendiés en août 2009. L'organisation avait été créée en 2007 par un groupe de mères de jeunes hommes probablement victimes de disparition forcée. Les auteurs de l'incendie volontaire n'ont jamais été identifiés. Bien qu'elle soit encore calomniée par les autorités locales et étiquetée comme soutenant le terrorisme, l'organisation n'a pas fait l'objet d'autres attaques.

2.2.2 LES AVOCATS DANS LE CAUCASE DU NORD

Qu'ils se considèrent comme des défenseurs des droits humains ou comme de simples professionnels qui font leur travail, les avocats sont également extrêmement exposés aux atteintes aux droits humains. Certains des avocats représentant des victimes d'atteintes aux droits humains les plus actifs ont définitivement quitté la région ces dernières années. Ceux qui restent apprennent à vivre avec le danger. En 2010, au seul Daghestan, quatre avocats auraient été agressés par des représentants des forces de l'ordre. Le cas de Sapiat Magomedova est représentatif.

Sapiat Magomedova

Sapiat Magomedova est une avocate pénaliste connue pour son travail sur des affaires d'atteintes aux droits humains supposément commises par des représentants des services de maintien de l'ordre au Daghestan. En juillet 2010, elle a déposé une plainte contre des agents de police pour l'avoir passée à tabac et chassée de force du poste de police de Khassaviourt le 17 juin 2010, alors qu'elle venait voir sa cliente. Les policiers ont alors porté plainte à leur tour, l'accusant de les avoir agressés et insultés publiquement. Sapiat Magomedova a affirmé que des enquêteurs avaient tenté à plusieurs reprises de faire pression sur elle afin qu'elle retire sa plainte contre la police, et l'avaient prévenue qu'elle devrait affronter des poursuites pénales si elle s'entêtait.

Après des mois d'une enquête manifestement menée au ralenti sur les accusations de Sapiat Magomedova, ses agresseurs présumés ont finalement été inculpés d'abus d'autorité le 15 juillet 2011. Sans surprise, toutefois, Sapiat a elle-même été inculpée le 27 juillet d'usage de la violence et d'insultes à l'encontre d'agents de la fonction publique. Son procès a commencé en septembre 2011. Si elle était reconnue coupable, elle serait radiée du barreau et risquerait d'importantes amendes ou une peine allant jusqu'à cinq ans de prison.

3. AGRESSIONS SUR DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS DANS D'AUTRES PARTIES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Les défenseurs des droits humains sont confrontés au risque d'agression physique à travers toute la Fédération de Russie, et les commanditaires et motifs de ces agressions peuvent être variés ; il peut s'agir de représentants des forces de l'ordre, de groupes extrémistes, de puissants intérêts privés, ou dans certains cas, d'une combinaison de tout cela, selon les sujets et les affaires qui sont traités.

Nombreux sont les exemples de telles agressions ces dernières années, mais peu d'entre elles ont fait l'objet d'une enquête approfondie, et moins encore ont donné lieu à des poursuites fructueuses. Deux exemples se distinguent en particulier.

Lev Ponomarev

Le 31 mars 2009, Lev Ponomarev, directeur du « Mouvement pour les droits humains », a été agressé devant son domicile alors qu'il revenait d'une réunion avec une membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ; cette dernière avait écrit un rapport sur les « allégations d'abus du système de justice pénale, motivés par des considérations politiques, parmi les États membres du Conseil de l'Europe », dans lequel elle avait notamment analysé les motivations politiques cachées derrière les poursuites contre l'ancien chef de la compagnie pétrolière YUKOS, Mikhail Khodorkovsky. L'enquête n'a pas progressé. Comme de nombreux autres défenseurs des droits humains qui ont subi des agressions, Lev Ponomarev a déclaré à Amnesty International qu'il estimait que ce serait une perte de temps que de poursuivre ces affaires puisque de toute évidence, rien n'aboutirait jamais.

Lev Ponomarev avait été, à plusieurs reprises, accusé de travailler contre les intérêts de la Russie. C'est un défenseur des droits humains bien en vue et son agression a fait l'objet d'une très large couverture médiatique, notamment parce qu'elle semblait être directement liée à sa rencontre avec un observateur international.

Bakhrom Khamroïev

Les récentes agressions portées sur Bakhrom Khamroïev ont été moins médiatisées. Membre de longue date de Memorial, Bakhrom Khamroïev est un citoyen russe d'origine ouzbèke dont les travaux ont porté en particulier sur les droits des personnes originaires des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale.

Le 6 juin 2011, Bakhrom Khamroïev a été violemment battu dans la cage escalier de son immeuble. Il rentrait chez lui pour récupérer quelques affaires avant de partir pour Mourmansk où il devait rencontrer Youssoup Kassymakhounov, un Ouzbek reconnu coupable d'adhésion à Hizb-ut-Tahrir, qui devait quelques jours plus tard faire face à une demande d'extradition de la part de l'Ouzbékistan. Memorial avait aidé Youssoup Kassymakhounov à présenter une requête auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. D'après Bakhrom Khamroïev, l'agression, impliquant un certain nombre de personnes, semblait avoir été soigneusement planifiée.

Bakhrom Khamroïev a également été agressé en décembre 2010 alors qu'il tentait d'entrer dans un appartement que la police et le Service fédéral de sécurité étaient en train de fouiller, a priori dans le cadre d'une enquête sur les groupes extrémistes islamistes. Une connaissance de Bakhrom Khamroïev l'avait appelé à l'aide. Bakhrom raconte comment, alors qu'il se trouvait à l'extérieur de l'immeuble, une personne en civil a émergé d'une fourgonnette appartenant apparemment aux forces de police procédant à la fouille, et comment, après lui avoir demandé ce qu'il faisait là, l'a mis à terre. Bien que l'on soupçonne les forces de l'ordre d'avoir été impliquées dans l'agression, et bien que l'agresseur puisse être facilement identifié (on connaît la plaque d'immatriculation de la fourgonnette), l'enquête n'a abouti sur aucune inculpation, et l'auteur présumé n'a pas non plus été identifié.

3.2 INTIMIDATION ET HARCÈLEMENT DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

Outre les agressions physiques, il y a également eu de nombreux cas d'actes agressifs ou de graffitis menaçants sur les lieux de travail et aux domiciles des défenseurs des droits humains. En août 2008, une brique a été jetée sur la fenêtre de l'appartement de Stanislav Dimitrievski. Stanislav Dimitrievski est un défenseur des droits humains originaire de Nijni Novgorod qui a écrit abondamment sur les crimes commis en Tchétchénie pendant les conflits. Le hall d'entrée de son immeuble a également été couvert de graffitis injurieux. Le même mois, Dimitri Kraïoukhin, un défenseur des droits humains venant d'Orel et militant contre les crimes haineux, a rapporté à la

police un incendie criminel qui a eu lieu dans son appartement. Dans les deux cas, l'enquête n'a abouti à aucun résultat.

Le 25 juin 2011, les mots « Olga Sadovskaya, partisane des terroristes et des extrémistes » ont été écrits en lettres capitales sur l'un des immeubles de son quartier à Nijni Novgorod. Olga Sadovskaya est la directrice adjointe du Comité interrégional contre la torture, l'ONG qui coordonne les activités du « Joint Mobile Group » (Groupe commun mobile) en Tchétchénie. Elle revenait ce jour-là de Strasbourg, où l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe lui avait remis le Prix des droits de l'homme.

Il paraît facile de soupçonner l'État d'être impliqué dans nombre des agressions et des menaces portées contre les défenseurs des droits humains en Russie. Cependant, il est également probable que ces incidents soient, pour beaucoup, spontanés : l'œuvre d'individus ou de groupes qui ont adhéré au discours dominant des hauts fonctionnaires qui, à tous niveaux, décrivent les défenseurs des droits humains comme étant des ennemis du peuple. En effet, les partisans du terrorisme et des mercenaires aux capitaux étrangers visent à semer la discorde en Russie. Ces groupes et individus ont sans doute l'impression d'accomplir leur devoir patriotique et ils sont encouragés à la fois par le discours qu'ils entendent et par l'apparente impunité avec laquelle ils peuvent continuer de mener leurs campagnes de harcèlement.

Même lorsqu'un État n'est pas responsable des agressions commises sur des défenseurs des droits humains, il en devient complice dès lors qu'il crée un environnement dans lequel ces agressions sont encouragées, qu'elles n'entraînent aucune enquête, et que leurs auteurs restent impunis.

Le fait que les défenseurs des droits humains soient souvent catalogués comme étant des ennemis fait office d'écran de fumée pour ceux qui violent les droits de la personne, ainsi que pour les institutions publiques désirant rester à l'abri des regards.

Tant que cet environnement sera maintenu, le Kremlin pourra proclamer qu'il respecte l'état de droit et qu'il veut le renforcer, mais ses efforts resteront vains. On ne peut pas à la fois respecter l'état de droit et décrédibiliser, menacer et persécuter ceux qui le promeuvent avec le plus d'ardeur.

© DR



À gauche : Anna Politkovskaïa, Natalia Estemirova, Stanislav Markelov et cinq autres personnes à Grozny, en 2003.

En bas à gauche : Amnesty International France se souvient de la journaliste russe assassinée Anna Politkovskaïa. Une petite délégation est allée déposer des fleurs devant l'ambassade de Russie à Paris.

En bas à droite : Rassemblement silencieux à la mémoire de Stanislav Markelov, avocat, et d'Anastassia Babourova, journaliste, devant l'ambassade de Russie en Norvège, le 27 janvier 2009.

© Amnesty International



© Camilla Sogn /Amnesty International



1. Natalia Estemirova était directrice adjointe du centre russe de défense des droits humains Mémorial, à Grozny. Elle a été enlevée et assassinée le 15 juillet 2009.
2. Membres du Groupe commun mobile en mission en Tchétchénie. Ce groupe a été mis en place pour offrir une meilleure protection aux défenseurs des droits humains en Tchétchénie.
3. Bakhrom Khamroïev œuvre pour la protection des droits des migrants originaires d'Ouzbékistan. Il a été victime d'une agression dans des circonstances semblant indiquer qu'elle était due à son action en faveur des droits humains.
4. Le 5 novembre 2010, le journaliste et blogueur Oleg Kachine a été roué de coups de barre de fer par des inconnus.
5. La journaliste et militante Elena Kostiouchenko, interpellée alors qu'elle manifestait sans violence contre l'homophobie à Moscou, le 23 juin 2011.
6. Stanislav Markelov était un avocat en vue, spécialisé dans les droits humains. Il a été abattu à Moscou le 19 janvier 2009.
7. Zarema Sadoulaïeva travaillait aux côtés des enfants victimes du conflit armé en Tchétchénie. Elle et son mari ont été retrouvés morts dans le coffre d'une voiture, en août 2009. Ils avaient tous les deux été tués par balle.
8. Le militant politique Sergueï Oudaltsov, leader du mouvement du Front de gauche, a été arrêté 37 fois au cours des deux dernières années.
9. Journaliste et défenseure des droits humains, Anna Politkovskaïa travaillait pour la *Novaïa Gazeta*. Elle avait notamment dénoncé les graves atteintes aux droits humains commises dans le Caucase du Nord. Elle a été assassinée à Moscou le 7 octobre 2006.
10. L'avocate Sapiat Magomedova a été inculpée d'outrage public à un membre de la police en 2010. Elle s'était plainte peu auparavant de l'attitude de plusieurs policiers de Khassaviourt, dans le Daghestan, qui se seraient violemment opposés à ce qu'elle entre dans un commissariat de la ville, en juin 2010.



1 © Memorial



2



9 © Katja Tähjä



10 © DR



11 © DR



13



12 © Strategy 31, Nizhnii Novgorod



© Inter-regional Network of Russian Activists Against Torture



© Amnesty International



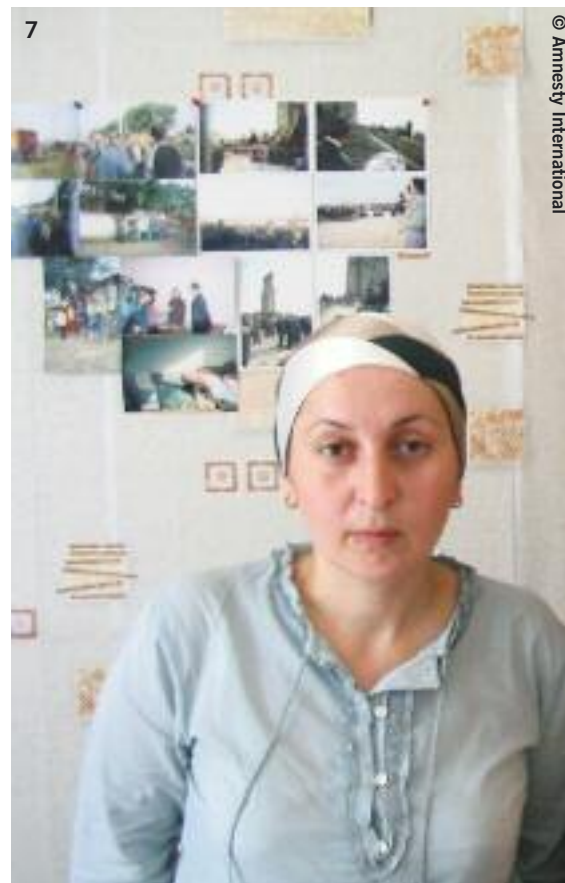
© DR



© Dmitry Zikov/Siarh-N.ru



© Vitalii Ragulin



© Amnesty International



© DR



© REUTERS/Denis Sinyakov

11. Zarema Gaïssanova travaillait à Grozny pour le Conseil danois pour les réfugiés. Elle a disparu le 31 octobre 2009, alors qu'elle se trouvait dans la capitale tchéchène, et n'a pas été revue depuis.
12. Le défenseur des droits humains Stanislav Dmitrievski lors d'une manifestation en faveur du droit à la liberté de rassemblement, à Nijni Novgorod, le 31 août 2011.
13. Interpellation par la police du militant des droits humains Lev Ponomarev lors d'un rassemblement de l'opposition dans le centre de Moscou, en novembre 2007.

© Inter-regional NGO Committee Against Torture



À gauche : Des graffitis, non loin du domicile d'Olga Sadovskaïa, à Nijni Novgorod. Ils accusent la défenseure des droits humains de soutenir le terrorisme et de trahir son pays. Il est écrit : « Olga Sadovskaïa ! Entre soutenir les terroristes et les extrémistes et vendre ta patrie, qu'est-ce qui coûte le plus cher ? »

En bas : Interpellation d'Evguenia Tchirikova lors d'une manifestation pacifique en décembre 2010. Evguenia Tchirikova fait partie des défenseurs de la forêt de Khimki, située aux portes de Moscou.

© Igor Podgorny/Greenpeace



3.3 AGRESSIONS SUR DES MILITANTS ÉCOLOGISTES ET SUR DES MILITANTS LGBT

Les détracteurs du gouvernement et les défenseurs des droits humains travaillant sur les violations des droits humains dans le Caucase du Nord et au-delà ne sont pas les seuls à être menacés, intimidés et agressés. Les défenseurs des causes controversées et les militants agissant sur des thèmes les mettant en conflit avec de puissants intérêts privés et publics sont tout aussi vulnérables. C'est notamment le cas des militants écologistes et des militants LGBT.

Dans un sens, le fait que les militants LGBT et les militants écologistes fassent preuve de plus d'assurance et démontrent une meilleure organisation est révélateur du développement progressif de la société civile en Russie au cours des dernières années. Mais d'un autre côté, cette évolution a amené ces mêmes militants à se retrouver en conflit avec les intérêts réactionnaires ou particuliers de l'État, de puissantes compagnies privées, et de certains secteurs de la société, et ce de plus en plus fréquemment. Ces derniers ont tous parfois, semble-t-il, recours à des moyens illégaux, notamment à l'usage de la violence, afin d'entraver l'action de ces groupes.

3.3.1 LE HARCÈLEMENT SUBI PAR LES MILITANTS DU MOUVEMENT POUR LA DÉFENSE DE LA FORÊT DE KHIKHI

Les actes de harcèlement et d'agression envers les militants écologistes qui s'élèvent contre la construction d'une autoroute à travers la forêt de Khimki, dans la banlieue de Moscou illustrent bien cette tendance.

L'idée de construire une nouvelle autoroute reliant Moscou à Saint-Petersbourg a d'abord été avancée par le ministère des Transports en 2004. Le tracé définitif a été fixé en 2006, lorsque l'opposition au projet a commencé à se mettre en place, tout d'abord au niveau local, puis rassemblant progressivement de plus en plus de sympathisants qui affirment que le tracé actuel entraînera la destruction inutile d'une grande partie de la forêt, et que ce choix a été effectué à des fins commerciales. Les protestations se sont multipliées lorsque l'abattage des arbres a débuté en juillet 2010, à la suite de quoi le président Medvedev a ordonné l'arrêt des travaux le temps que la situation soit examinée. Mais le projet a finalement été autorisé en décembre 2010, et les travaux ont repris pour de bon en mai 2011, malgré la lutte quotidienne des militants qui dénoncent les irrégularités commises par les compagnies travaillant sur le projet de route et tentent d'empêcher que la destruction de la forêt ne se poursuive.

Mikhaïl Beketov

L'un des premiers opposants au projet a été Mikhaïl Beketov, un résident local et rédacteur en chef d'un journal local, *Khimkinskaïa Pravda*. Mikhaïl Beketov dénonçait depuis longtemps la corruption des autorités locales et il s'était déjà fait de nombreux ennemis avant de porter son attention sur le projet d'autoroute et de révéler au grand jour toute une série d'actes de corruption et d'irrégularités dans son autorisation et dans sa construction. Mikhaïl Beketov affirme avoir reçu des avertissements de la part des autorités locales le pressant d'arrêter de couvrir le sujet ; on a mis le feu à sa voiture et son chien a été tué. Le chef de l'administration locale a inculpé Mikhaïl Beketov pour diffamation, pour l'avoir impliqué dans ces incidents⁵. Le 12 novembre 2008, il a été violemment battu devant chez lui. Il a subi des dommages cérébraux et a eu les deux jambes cassées, dont l'une a dû être amputée de même que plusieurs de ses doigts. L'enquête sur son agression n'a donné aucun résultat.

Le 4 novembre 2010, un autre militant pour la défense de la forêt Khimki, Konstantin Fetissof, a été agressé alors qu'il rentrait chez lui après une réunion entre militants locaux. Il est resté plusieurs mois dans un coma artificiel. Ce n'était pas la première fois qu'il se faisait agresser par des inconnus. Cependant, pour une fois, les enquêteurs ont identifié certains suspects, dont le chef du comité de gestion immobilière du district de Khimki.

Au cours des derniers mois, les manifestants ont dû lutter quotidiennement afin de pouvoir continuer à protester et s'assurer que les travailleurs du chantier de construction détenaient les permis nécessaires à la réalisation du chantier. Ils ont été détenus et pris à partie par des officiers des forces de l'ordre de manière illégale, et ont également été battus et persécutés par des gardes de sécurité privés ; toutefois, vers la fin de l'été 2011, des améliorations ont été relevées dans le comportement de la police, notamment dans la volonté de contrôler la légalité des actions menées par les travailleurs du chantier.

La répression opérée sur les manifestants de la forêt de Khimi est révélatrice des dangers, bel et bien physiques, auxquels s'exposent les militants en Russie lorsqu'ils tentent de s'attaquer à de puissants intérêts locaux, nationaux et privés.

3.3.2 AGRESSIONS CONTRE LES MILITANTS DU MOUVEMENT « LESBIENNES, GAYS, BISEXUELS ET TRANSGENRES »

L'homophobie est très répandue en Russie, et même officiellement approuvée par les principales personnalités publiques et politiques qui sont responsables de l'interdiction régulière des événements organisés autour de la fierté gay ; ils refusent également d'enregistrer les organisations LGBT et donnent leur aval à des propositions législatives telles que celle adoptée par le parlement régional de la région d' Arkhangelsk en septembre 2011, qui interdit la « propagande publique de l'homosexualité auprès des mineurs ».

De telles actions encouragent l'intolérance et créent un climat dans lequel les agressions homophobes sont d'autant plus probables. Plus les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres revendiquent leurs droits de façon explicite, plus ils sont susceptibles de se faire agresser.

Artem Kalinin

Dans la République des Komis, le militant pour les droits LGBT Artem Kalinin a été passé à tabac deux fois depuis qu'il est apparu dans un programme de télévision régionale en novembre 2010 pour appeler à un plus grand respect des minorités sexuelles. Le 29 janvier 2011, il a été agressé par un groupe de jeunes ; l'un d'eux aurait crié « C'est pas toi, le mec qui défend les pédérastes ? » Les agresseurs l'ont laissé gisant, inconscient, à terre. Le 29 mars 2011 il a de nouveau été agressé devant chez lui par un homme muni d'un bâton.

Ce dernier incident a été transmis à un juge de paix, qui n'a aucun pouvoir d'investigation. Le premier incident a été traité par la police, qui se serait conduite de façon tout à fait convenable. Cependant, l'enquête n'a pas du tout avancé. Artem Kalinin craint que les autorités n'aient pas réellement la volonté d'enquêter sur l'agression.

Les militants LGBT ont demandé à plusieurs reprises que de telles agressions soient reconnues comme étant des crimes haineux, tel que le prévoit le Code pénal russe. Mais à ce jour, il n'y a pas eu un seul cas dans lequel les motivations homophobes aient été reconnues par un tribunal⁶.

Le cas de la journaliste et militante Elena Kostiouchenko est lui aussi révélateur. Elle a été frappée par un contre-manifestant alors qu'elle participait à la Marche des fiertés de Moscou, qui était

interdite, le 28 mai 2011. La police l'a arrêtée pour avoir participé à l'événement non autorisé et l'a ensuite emmenée à l'hôpital. Ils ont également arrêté son agresseur, qui a ensuite été inculpé pour agression. Elena Kostiouchenko a chargé Ilnour Charapov, de l'association de défense des droits humains AGORA, de la représenter dans le cadre des poursuites engagées contre lui. Le 2 juin, Ilnour Charapov a reçu un SMS anonyme disant « Puissiez-vous tous brûler en enfer, vous les sodomites et vos acolytes. » En septembre 2011, les charges portées contre l'agresseur d'Elena Kostiouchenko ont été abandonnées, au motif que des preuves médicales auraient démontré que ses blessures n'étaient pas suffisamment graves.

3.4 DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS AGRESSÉS PAR DES MEMBRES DE GROUPES D'EXTRÊME DROITE

Des défenseurs des droits humains, des avocats, et des journalistes, tous travaillant et écrivant sur les thèmes du racisme et des crimes haineux, ont été victimes d'intimidation et de harcèlement, et certains ont même été tués par ceux-là mêmes dont ils souhaitaient dénoncer les crimes au grand jour. Ces dernières années, les autorités russes ont fait preuve d'une volonté croissante dans la lutte contre la montée des groupes racistes, souvent violents ; par ailleurs, les agressions portées sur les militants et les experts contre le racisme par des groupes racistes ont donné lieu à des enquêtes plus approfondies que celles menées sur les agressions des autres groupes inclus dans ce rapport. Cependant, il y a des tensions entre les efforts déployés afin de combattre l'extrémiste violent et le dénigrement public fréquent des mêmes défenseurs des droits humains ciblés par les groupes racistes.

Les meurtres de Stanislav Markelov et d'Anastassia Babourova

Stanislav Markelov était un avocat qui représentait régulièrement des victimes de crimes haineux et des proches de victimes de violations des droits humains en Tchétchénie. Quelques jours à peine avant son meurtre, le 19 janvier 2009, il a parlé à Amnesty International des menaces qu'il avait reçues en relation avec son travail pour la famille d'une jeune femme tchétchène assassinée en 2000 par un officier de l'armée russe, Youri Boudanov. Stanislav Markelov a déposé un recours contre la libération anticipée de Youri Boudanov et il a tenu une conférence de presse le 19 janvier 2009 afin de condamner cette décision. Alors qu'il se dirigeait vers le métro, il a été abattu par balle. La journaliste Anastassia Babourova, qui se trouvait avec lui au moment des faits et a essayé d'arrêter l'agresseur, a également été frappée d'une balle ; elle est morte un peu plus tard dans la journée.

À peine quelques mois plus tôt, en novembre 2008, Stanislav Markelov avait dénoncé les agressions portées contre ceux qui exercent leur droit à la liberté d'expression lors d'un rassemblement de

solidarité avec l'un de ses clients, le militant écologiste et journaliste Mikhaïl Beketov, qui avait été gravement blessé par des agresseurs non identifiés le 13 novembre.

En novembre 2009, Nikita Tikhonov et sa partenaire Evgenia Khassis, tous deux membres de groupes d'extrême droite, ont été arrêtés et inculpés pour les meurtres. En mai 2011 ils ont été condamnés, respectivement, à la prison à vie pour l'un et à 18 ans de prison pour l'autre. Ils ont tous deux fait appel de leur condamnation mais les procédures d'appel étaient en cours au moment de la rédaction de ce rapport.

Tout comme d'autres militants agressés par des personnes partageant les idées de l'extrême droite, Stanislav Markelov s'était vu catalogué comme un « ennemi du peuple » sur les sites Internet de l'extrême droite.

4. AGRESSIONS CONTRE LES JOURNALISTES

Les journalistes qui critiquent les représentants de la fonction publique ou qui dénoncent la corruption et les actes répréhensibles sont tout aussi vulnérables aux agressions physiques et au harcèlement que les défenseurs des droits humains. Encore une fois, malgré la reconnaissance occasionnelle de l'importance d'un journalisme indépendant et critique par les fonctionnaires du Kremlin, et notamment par le président Medvedev, trop peu d'actions sont menées pour répondre aux menaces auxquelles les journalistes font face et pour assurer que les agressions à leur égard fassent l'objet d'enquêtes.

Le résultat est un étouffement de la liberté de la presse et une réduction de l'information accessible au public. Là où l'examen public est réduit, les abus vont inévitablement se multiplier. Cela convient fort bien aux détenteurs du pouvoir qui ont l'intention de profiter de la situation à des fins privées. Mais tout ceci n'est pas propice au développement d'une société civile forte et activement engagée.

Selon le Comité pour la protection des journalistes, 22 journalistes et professionnels des médias ont été tués en Russie entre 2000 et 2010. La Fédération internationale des journalistes, se basant sur une autre définition du terme « journaliste », a estimé ce chiffre à 96 pour la période allant de 1996 à 2006. Le Rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a, en juin 2010, classé la Fédération de Russie comme le quatrième pays comptant le plus grand nombre de décès de journalistes. Si le grand nombre de journalistes tués ou agressés en Russie reflète en partie le niveau généralement élevé de violence dans ce pays, il ne fait aucun doute que beaucoup de ces victimes ont été ciblées en raison de leur profession.

Enquête sur le meurtre d'Anna Politkovskaïa

Le meurtre d'Anna Politkovskaïa a attiré l'attention du monde entier sur les dangers que doivent affronter les journalistes en Russie. Anna Politkovskaïa, une journaliste travaillant pour la *Novaïa Gazeta*, avait reçu des menaces dès lors qu'elle avait commencé à travailler sur les violations des droits humains dans le Caucase du Nord en 1999. Elle a été détenue et menacée dans une base militaire en Tchétchénie, elle a reçu des menaces régulières par courrier et par téléphone, et elle a survécu à une tentative d'empoisonnement. Le 7 octobre 2006, elle a été abattue par balle alors qu'elle montait dans l'ascenseur de l'immeuble dans lequel elle vivait, à Moscou. Trois hommes ont comparu pour son meurtre en novembre 2008 devant le tribunal militaire de district de Moscou ; deux d'entre eux étaient les frères de Roustam Makhmoudov, qui était lui aussi suspecté du meurtre mais que l'on croyait à l'étranger au moment des faits. Le procès n'a pas apporté suffisamment de preuves pour démontrer que les trois hommes avaient participé au meurtre, et le jury les a acquittés tous les trois le 19 février 2009.

Suite aux appels déposés par la famille d'Anna Politkovskaïa et par l'accusation, une nouvelle enquête a été ordonnée en septembre 2009. Selon l'enquête, les trois frères Makhmoudov demeuraient les principaux suspects dans l'affaire. En mai 2011, Roustam Makhmoudov a été arrêté en Tchétchénie. Il s'est avéré qu'il avait pu se déplacer à plusieurs reprises entre la Russie et la Belgique à l'époque où il était recherché au niveau international pour le meurtre d'Anna Politkovskaïa. En août, Dimitri Pavlioutchenkov, ancien lieutenant-colonel dans la police, a été arrêté. Au départ, il était soupçonné d'avoir organisé le meurtre. Il aurait ensuite accepté de coopérer sur l'enquête, et il est à présent accusé d'avoir participé au meurtre ; les autorités désignent Lom-Alik Gaïtoukaev, un parent des frères Makhmoudov actuellement emprisonné pour tentative de meurtre, comme étant l'organisateur du meurtre. Un cinquième suspect, Sergueï Khadjikourbanov, également ancien officier de police, fait toujours l'objet d'une enquête. Il purge actuellement une peine de prison pour l'extorsion de fonds appartenant à Dimitri Pavlioutchenkov, qui était un témoin clé lors du premier procès pour le meurtre.

Les enquêtes menées sur le meurtre sont toujours en cours au moment de la rédaction de ce rapport, et en septembre 2011 la date d'ouverture du second procès n'avait pas encore été fixée.

Lors d'une réunion avec l'organisation non-gouvernementale du Comité pour la protection des journalistes en 2010, des responsables de la commission d'enquête ont admis qu'ils avaient précipité l'affaire au tribunal et ils ont reconnu que lors d'un second procès, les preuves devraient être plus solides⁷. Suite à l'arrestation de Dimitri Pavlioutchenkov, la commission d'enquête a déclaré avoir identifié les commanditaires du meurtre, mais ne pas pouvoir encore publier leurs noms. Au moment du meurtre, Dimitri Pavlioutchenkov était encore à la tête des opérations de recherche de la police de Moscou. Il est peu probable qu'il ait agi sans que certains de ses collègues aient participé, ou aient eu connaissance des faits. L'enquête sur le meurtre d'Anna doit déterminer si cet assassinat a été cautionné, appuyé ou commandité par le gouvernement et/ou des représentants de la loi.

Oleg Kachine

Oleg Kachine a été grièvement blessé le 5 novembre 2010 quand, alors qu'il rentrait chez lui, il a été attaqué par deux hommes armés de barres de fer. Oleg Kachine avait écrit plusieurs billets de blogs et articles pour le *Kommersant* dans lesquels il critiquait les politiques gouvernementales fédérales et locales. Il avait également critiqué les mouvements de jeunesse politique ayant des liens étroits avec le Kremlin. Il avait reçu un certain nombre de menaces avant son agression. L'une de ces menaces avait été publiée sur le site Internet du mouvement pro-Kremlin *Molodaya Gvardiya* (« la Jeune Garde »), le mouvement des jeunes du parti Russie unie, mais avait rapidement été retirée après l'agression⁸.

Le cas d'Oleg Kachine a retenu l'attention des communautés nationale et internationale de manière considérable. Ses collègues ont organisé des veillées à Moscou et le sujet a été largement traité dans les médias russes. Le président Medvedev a également condamné l'agression et ordonné que l'affaire soit traitée par des enquêteurs chevronnés. Les enquêteurs ont déclaré qu'ils considéraient l'agression comme une tentative de meurtre sur la personne d'Oleg Kachine, et qu'ils examinaient la possibilité qu'il ait été ciblé pour son travail journalistique. Cependant, en septembre 2011, l'enquête était toujours en cours.

Dix jours après l'agression, Vassili Yakemenko, le chef de l'Agence fédérale pour la jeunesse et fondateur du mouvement pro-gouvernemental de jeunes russes, *Nashi* (« les nôtres »), se moquait du tollé provoqué par l'agression d'Oleg Kachine sur son site internet personnel ; il le comparait à un zombie ou à un monstre et affirmait que le *Kommersant* « avait bien tiré profit » de l'agression⁹. Lorsqu'Oleg Kachine a déclaré publiquement qu'il croyait que les mouvements de jeunes alliés au Kremlin pouvaient être derrière son agression, Vassili Yakemenko a déposé une plainte contre Kachine pour diffamation criminelle. Sa plainte a été rejetée, et en septembre 2011 une procédure d'appel était en cours.

Alexandre Tchernega

Les agressions perpétrées sur les journalistes sont loin de se limiter aux éminents critiques qui écrivent pour les médias nationaux. Alexandre Tchernega, un journaliste de l'île de Paramouchir (l'une des îles Kouriles), a été grièvement blessé le 3 février 2011 devant sa maison au nord de Kourilsk. Deux hommes l'ont battu à l'aide de nunchakus et de barres de fer. Il a été blessé à la tête et aux jambes. Une enquête criminelle a été ouverte conformément à l'article 112(g) du Code pénal russe (infliction intentionnelle d'une blessure de gravité moyenne, commise par deux personnes ou plus).

Alexandre Tchernega est le rédacteur en chef et éditeur du *Paramushir*, un journal local qui dénonce régulièrement la corruption du gouvernement et sa mauvaise gestion. À plusieurs reprises au cours de ces dernières années, les autorités auraient interdit aux commerçants de vendre le journal en raison de son contenu critique. Alexandre Tchernega était membre du parti au pouvoir, Russie unie, jusqu'en 2010, quand il a été expulsé pour ses vives critiques des politiques gouvernementales.

Aujourd'hui, il est préoccupé par le fait que les enquêteurs ignorent la possibilité qu'il ait été agressé en raison de sa profession. Il affirme avoir fait l'objet de pressions des autorités locales à plusieurs reprises et craint que les liens étroits entre la police et les fonctionnaires locaux ne fassent obstruction à l'enquête.

Sans surprise, le Caucase du Nord est également un lieu particulièrement dangereux pour les journalistes d'investigation, tout comme le démontrent les exemples suivants issus du Daghestan.

Zarema Gassanova

Avant de s'enfuir du pays, Zarema Gassanova était une journaliste de télévision très connue au Daghestan. Mais en décembre 2009, elle a commis « l'erreur » de faire un reportage sur la torture et le meurtre présumés de deux hommes de la ville de Kizilyourt suite à un différend avec la police de la circulation. Peu après cet incident, des représentants de la loi ont arrêté son mari et l'auraient

alors maltraité. Elle a commencé à recevoir des menaces de mort anonymes. Craignant pour sa sécurité, Zarema s'est enfuie tout d'abord vers un lieu éloigné en Russie. En octobre 2010, elle a quitté le pays lorsque la police a commencé de nouveau à la rechercher.

Zarema Gassanova avait également accusé les forces de l'ordre locales d'avoir commis de graves violations des droits humains lors d'opérations antiterroristes, dans le cadre d'une interview donnée au *Tchernovik*, un hebdomadaire d'opposition au régime du Daghestan.

Magomed Khanmagomed

Magomed Khanmagomed écrit pour le *Tchernovik*. Il contribue régulièrement à des articles sur les abus commis par les forces de l'ordre et il reçoit régulièrement des menaces. Suite à la publication d'un article alléguant que quatre combattants armés présumés avaient été assassinés dans la ville de Derbent le 16 juin 2010, il a reçu plusieurs appels téléphoniques des forces de l'ordre contestant ses informations. Il a également reçu des SMS anonymes prétendant qu'il travaillait pour des militants. Il a été averti par une source confidentielle que le bureau du procureur envisageait de déposer des accusations contre lui. À ce jour, Magomed a échappé aux accusations, mais pas aux agressions physiques. En novembre 2010, il a été passé à tabac à l'intérieur de la mairie d'Ogni, suite à une invitation du maire à venir s'entretenir avec lui. Selon certaines sources, les agresseurs étaient le chauffeur et le garde du corps du maire, et le maire aurait par la suite présenté ses excuses à Magomed pour cet incident. Toutefois, en mai 2011, Magomed a de nouveau été agressé, cette fois par deux inconnus et alors qu'il essayait de filmer le site d'un bâtiment historique classé qui avait récemment été démoli¹⁰. Magomed avait insisté afin qu'une enquête criminelle soit ouverte mais il se serait heurté à la résistance des forces de l'ordre, tandis que les agresseurs, tous deux connus des services de police, ont essayé de régler le problème à l'amiable.

5. CONCLUSION

Les agressions à l'encontre des défenseurs des droits humains et des journalistes perpétrées par les forces de maintien de l'ordre et par d'autres agents de la fonction publique représentent des entorses évidentes aux obligations de la Russie en matière de droits humains. Il en va de même pour l'incapacité persistante à enquêter efficacement sur ces affaires (et sur celles concernant des acteurs privés).

Beaucoup d'autres agressions auraient pu apparaître dans ce rapport. Leur nombre et l'absence généralisée de poursuites contre les agresseurs mettent en évidence une incapacité bien ancrée des autorités russes. Celles-ci ont, en effet, cherché de façon tout à fait délibérée à créer une hostilité du public à l'encontre des défenseurs des droits humains, des militants de l'opposition et des journalistes d'investigation. Ceci a favorisé un climat dans lequel les agressions à leur encontre sont officiellement condamnées mais institutionnellement tolérées.

Le climat hostile réfrène la mise en place d'une société civile en Russie et démultiplie les risques d'atteintes aux droits humains. Si la Russie entend développer une société respectueuse de l'état de droit et des lois, à laquelle la génération postsoviétique à venir aspirera, cette tendance doit rapidement s'inverser.

RECOMMANDATIONS

Amnesty International exhorte les autorités russes à :

- enquêter avec diligence, exhaustivité et indépendance sur les agressions à l'encontre des défenseurs des droits humains et des journalistes et à traduire leurs auteurs en justice ;
- s'abstenir de dénigrer publiquement les défenseurs des droits humains ;
- faire montre d'un engagement en faveur de la protection des droits humains et des libertés fondamentales en invitant à une plus grande participation des organisations indépendantes de la société civile dans l'établissement des politiques gouvernementales.

NOTES

1 <http://www.zeit.de/politik/ausland/2009-10/memorial-tschetschenien-estemirowapolitkowskaja?page=2>

2 Propos recueillis dans un entretien avec RFE/RL, publié le 10 août 2009.

http://www.rferl.org/content/Chechen_Leader_Kadyrov_Denies_Blame_For_Killings_Accuses_West_Of_Violence/1795686.html

3 Par exemple, le médiateur des droits humains de la République tchétchène a évoqué ce meurtre au cours d'un entretien à RIA Novosti le 15 juillet 2009.

<http://ria.ru/incidents/20090715/177517990.html>

4 <http://www.sledcom.ru/actual/5775/>

5 En 2008, Mikhaïl Beketov a demandé le soutien de l'avocat Stanislav Markelov. L'affaire n'a été refermée que début 2011 lorsque le tribunal a décidé que les déclarations de Mikhaïl Beketov ne constituaient pas un crime.

6 En fait, ces agressions auraient pu être reconnues comme des actes de hooliganisme, qui appellent les mêmes sanctions que les crimes haineux.

7 <http://www.cpj.org/2010/09/russia-pledges-to-pursue-journalist-murder-probes.php>

8 <http://pics.livejournal.com/varfolomeev/pic/00081fwg>

9 <http://vg-vq.livejournal.com/>

10 <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/184698/>



**JE VEUX
AIDER**

LES CAMPAGNES D'AMNESTY INTERNATIONAL
S'EFFORCENT D'OBTENIR LA JUSTICE,
LA LIBERTÉ ET LA DIGNITÉ POUR TOUS ET DE
MOBILISER L'OPINION PUBLIQUE POUR UN
MONDE MEILLEUR, QUE CE SOIT LORS DE
CONFLITS TRÈS MÉDIATISÉS OU DANS DES
ENDROITS OUBLIÉS DE LA PLANÈTE

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE ?

Dans le monde entier, des militants font la preuve qu'il est possible de résister aux forces qui bafouent les droits humains. Rejoignez ce mouvement mondial. Combattez les marchands de peur et de haine.

- Adhérez à Amnesty International et participez, au sein d'un mouvement mondial, à la lutte contre les atteintes aux droits fondamentaux. Vous pouvez nous aider à changer les choses.
- Faites un don pour soutenir l'action d'Amnesty International.

Ensemble, nous ferons entendre notre voix.

Je désire recevoir des renseignements complémentaires sur les conditions d'adhésion à Amnesty International.

nom

adresse

pays

courriel

Je désire faire un don à Amnesty International
(merci de faire des dons en livres sterling, en dollars US ou en euros)

somme

veuillez débiter ma carte

Visa

Mastercard

numéro

date d'expiration

signature

Vos coordonnées sont nécessaires au traitement de votre don et de votre reçu fiscal. Conformément à la loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978, vous disposez, en vous adressant au siège d'Amnesty International, d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations vous concernant. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené-e à recevoir des courriers d'autres associations et ONG. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher cette case :

Veuillez retourner ce formulaire au bureau d'Amnesty International dans votre pays. Vous trouverez une liste des sièges d'Amnesty International dans le monde entier à l'adresse suivante : www.amnesty.org/en/worldwide-sites

Si Amnesty International n'est pas présente dans votre pays, faites parvenir ce formulaire à :
Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House,
1 Easton Street, London, WC1X 0DW, Royaume-Uni



PASSÉS À TABAC POUR AVOIR PARLÉ **AGRESSIONS CONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS** **HUMAINS ET DES JOURNALISTES EN FÉDÉRATION** **DE RUSSIE**

Aux quatre coins de la Fédération de Russie, à Moscou comme dans les petites villes, des femmes et des hommes se mobilisent pour la défense des droits humains, le respect de l'environnement et, plus généralement, en faveur des droits sociaux et politiques. Ils exigent qu'on les écoute et insistent pour que les pouvoirs publics rendent des comptes, aussi bien pour leurs actes que pour leur passivité.

Malheureusement, les militants sont confrontés à des manœuvres de harcèlement ou d'intimidation, voire à des violences physiques, destinées à les punir d'avoir osé parler. Un certain nombre de défenseurs des droits humains, de journalistes et d'avocats ont été tués ces dernières années. D'autres ont disparu et sont présumés morts.

Les auteurs de ces actes bénéficient trop souvent d'une totale impunité. Ce rapport passe en revue les raisons pour lesquelles ils ne font généralement pas l'objet de poursuites. Il montre les conséquences de ce déni de justice pour les défenseurs des droits humains et les militants de la société civile en Russie.

Le gouvernement russe doit avoir la volonté politique d'enquêter jusqu'au bout sur les agressions commises et de traduire les responsables présumés en justice. Pour que chacun, au sein de la Fédération de Russie, puisse jouir sans crainte de la liberté d'expression, il est essentiel que l'action des défenseurs des droits humains, des journalistes et des militants de la société civile soit respectée.

amnesty.org

Index : EUR 46/038/2011
Novembre 2011

AMNESTY
INTERNATIONAL

